

De qui sommes-nous le nom ?

Le choix du vocabulaire est primordial.

Sommes-nous LA Gauche ? Oui, mais alors quelle gauche ? Celle de la réforme qui peut incarner un changement éventuellement progressiste – mais pas forcément - ou bien celle de la révolution qui se réclame de l'alternative, quitte à être taxée de radicalisme ? Tout cela pour aller vite.

A peine élu en 2012, François Hollande déclarait que le Front de Gauche, donc le PCF, ne faisait pas partie de la majorité présidentielle. Vous vous souvenez ? Dès lors notre attitude ne pouvait qu'être timidement offensive, puisque les objectifs de classe que nous aurions pu avancer et soutenir se sont volatilisés au cours du temps, au bénéfice d'un constant réaménagement idéologique vers davantage de néolibéralisme.

Sommes-nous capables seuls de faire revenir à la conscience de classe populaire les catégories sociales dont nous nous réclamons face à une politique qui ne cache pas, elle, ses convictions et ses ambitions capitalistes ?
A l'évidence, c'est non ! Mais comment ?

La réponse est multiple, mais elle a un dénominateur commun, c'est l'intervention citoyenne.

Et cessons de nous regarder le nombril : la position hégémonique n'est pas dans notre camp. Nous ne pouvons pas être des donneurs de leçon, même si notre fonds idéologique émerge et de loin du magma où s'engluent penseurs à l'emporte-pièce et autres experts, même si notre pratique n'est nulle part égalée.

Les citoyens en qui nous pouvons nous reconnaître sont ceux vers qui nous pouvons aller tranquillement, parce qu'ils sont nos semblables

Et arrêtons, ici ou là, de diaboliser les associations ou autres groupes qui se sont créés pour aider à reprendre la parole et faire de la politique autrement. Elles sont dans notre champ d'action et non pas en dehors ou contre.

Ouvrir toutes les portes vient de déclarer Pierre Laurent. Chiche !

Il faut bien alors que le PROJET soit l'impérieuse nécessité et qu'il soit posé en ALTERNATIVE absolue.

Et ...pour en finir avec les questions de vocabulaire, il faudrait en tout cas éliminer de notre expression interne ou publique le terme de « *notre peuple* ». Ce possessif est à la fois inutile et méprisable, il peut susciter à lui seul un rejet qui renvoie aux difficultés. Pas besoin d'en rajouter !

On se reportera utilement au N° 50 de la Revue du Projet d'Octobre dernier qui balaie le dossier de la Gauche avec brio.

Toutes ces questions sont travaillées N° 50 de La Revue du Projet d'Octobre 2015.
A l'origine conçues pour lancer et abonder la construction du « Projet en commun »,
en vue de la convention nationale (début 2016), les contributions